



Groupe Hospitalier
Artois-Ternois
L'EXCELLENCE POUR TOUS

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

Marché de fourniture et services

Maintenance et entretien des Ascenseurs, Monte-malades et Monte charges

Table des matières

1.	PREAMBULE.....	3
2.	OBJET DU MARCHE	3
3.	TEXTES REGLEMENTAIRES	4
4.	PRESTATIONS	5
4-1.	Contrôle technique de bon fonctionnement et maintenance préventive	5
4-2.	L'Entretien	7
4-3.	Consommables	8
4-4.	Pièces de rechange	9
4-5.	Prestations ponctuelles	10
4-6.	Prestation supplémentaire	10
4-7.	Montant des prestations et description des services	10
4-8.	Périodes d'interventions de dépannages	10
4-9.	Délai de déblocage de personnes	11
4-10.	Délai de remise en service	11
4-11.	Contrôles réglementaires	12
4-12.	Contrôle des prestations et assistance aux organismes de contrôles.....	13
4-13.	Vérifications générales périodiques	14
4-14.	Exclusions du contrat de maintenance	14
5.	COMMUNICATION, ET DEMARCHES D'INFORMATIONS	15
5-1.	Moyen de communication.....	15
5-2.	Démarches d'information	15
5-3.	Carnets d'entretien	17
5-4.	Comptes rendus.....	17
5-5.	Réunion Périodique.....	18
6.	PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS	20
6-1.	Etat des lieux.....	20
6-2.	Conditions de prise en charge	22
7.	STOCKS DE PIECES	22
8.	OBJECTIFS DE MOYENS ET DE RESULTATS	23
9.	CONDITIONS DE SECURITE – HYGIENE – PERSONNELS INTERVENANTS	25
10.	RESPONSABILITES DU TITULAIRE	28
11.	DEROULEMENT DES INTERVENTIONS.....	29
11-1.	Dispositions particulières en bâtiment occupé.....	29
11-2.	Qualité du matériel.....	30
11-3.	Essais et vérification de fonctionnement	30
11-4.	Propreté du chantier	30
11-5.	Sécurité sur le chantier - Hygiène et sécurité.....	31
11-6.	Amiante.....	31
12.	OBJECTIFS COMPLEMENTAIRES	32
12-1.	Développement durable	32
12-2.	Amélioration de l'accessibilité	32
12-3.	Réduction du temps.....	33
13.	REFERENCES	33

1. PREAMBULE

Dans la suite du présent CCTP, le terme « Appareils Elévateurs » concerne : les ascenseurs, les monte-malades, les monte-charges, les plateformes élévatrices pour personnes handicapées et à mobilité réduites.

Le présent marché, signé entre le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire, prévoit la réalisation simultanée des objectifs suivants :

- L'exploitation, l'entretien et l'obtention d'un niveau d'utilisation fiable et pérenne des Appareils Elévateurs des bâtiments composant le Groupe Hospitalier Artois Ternois (G.H.A.T.) décrits en **Annexe n° 1 : Marché de Maintenance et Entretien des Appareils Elévateurs- Liste du parc par bâtiment et par Site**
- Le maintien des conditions de sécurité imposées par les diverses réglementations,
- La fourniture d'une qualité de service répondant aux exigences décrites dans le présent cahier des charges
- L'assistance technique visant à garantir la continuité et la qualité de fonctionnement des Appareils Elévateurs du GHAT

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le présent CCTP et ses annexes, définissant les principales prestations à réaliser et les installations à entretenir.

Il est expressément précisé que le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) est énumératif et non limitatif ; il énumère des prestations que sont en droit d'attendre le Pouvoir Adjudicateur en termes de garantie de résultats, et non les travaux préparatoires à ces prestations, ni les diverses sujétions qui en découlent, pour mener l'exécution à bonne fin et remplir la garantie de résultat exigée. Le Titulaire devra donc mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à l'obtention de la garantie de résultat.

Ces prestations doivent permettre de garantir au Pouvoir Adjudicateur la pérennité de ses Appareils Elévateurs de par la mise en œuvre de toutes ces actions continues, préventives et curatives.

Dans cet esprit, chacune des parties s'engage à faciliter l'action de l'autre partie, par tous les moyens en sa possession et au minimum par les engagements pris dans les articles ci-après.

2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent CCTP concerne le marché relatif aux prestations de maintenance, d'entretien et de dépannage des ascenseurs, et monte-charges, sur tous les bâtiments des centres hospitaliers, composant le Groupe Hospitalier Artois ternois : G.H.A.T.

La maintenance des appareils élévateurs doit permettre un niveau de service et de sécurité optimal, un maintien en état des installations et une conservation de l'esthétique générale.

Le prestataire s'engage à réaliser les visites et opérations de maintenance préventive, corrective mais aussi palliative de manière à conserver les installations objet du présent marché, en parfait état de fonctionnement, et de sécurité pour les usagers, en respectant les règles de l'art et les dispositions réglementaires énoncées ci-après.

L'objectif de ce marché est de permettre au G.H.A.T. de disposer d'un programme de maintenance visant à pérenniser le bon fonctionnement de ces équipements, et de les maintenir en bon état permettant de respecter les contraintes hospitalières, et d'améliorer le service rendu aux utilisateurs.

Les prestations objet du présent CCTP se décomposent en 3 lots géographiques :

- ✓ Lot N°1 : Site ARRAS-DAINVILLE, et Pierre BOLLE
- ✓ Lot N°2 : Site de BAPAUME
- ✓ Lot N°3 : Site du TERNOIS

Les prestations de maintenance concernent les Appareils Elévateurs des sites suivant :

- Site ARRAS, DAINVILLE et Pierre BOLLE : Centre Hospitalier d'ARRAS (Médecine, Chirurgie, Obstétrique. et long séjour gériatrique) composé de 22 Bâtiments totalisant 53 appareils
- Site de BAPAUME : Centre Hospitalier de BAPAUME composé de 14 Bâtiments totalisant 9 appareils

- Site du TERNOIS :
 - Centre Hospitalier de St POL composé de 6 Bâtiments totalisant 10 appareils
 - Site de FREVENT composé de 6 Bâtiments totalisant 8 appareils
 - Site d'AUXI LE CHATEAU composé de 3 Bâtiments totalisant 2 appareils

Le détail concernant ces différents Appareils élévateurs est renseigné en Annexe n°1: Liste du parc par bâtiment et par Site.

3. TEXTES REGLEMENTAIRES

Les prestations réalisées par le titulaire s'effectueront suivant la réglementation en vigueur. Le prestataire est tenu de respecter les lois, décrets, arrêtés et règlements administratifs, normes homologuées, en vigueur au moment de la signature de son marché.

Il est rappelé, ci-après, quelques textes de portée générale :

- Règles de sécurité pour la construction et l'installation des ascenseurs : NF EN 81 Partie I ou II, indice de classement. P 82-210 et amendements suivants ; NF EN 81-20 et 50 à compter du 1er septembre 2017.
- Dispositifs de commande et signalisation et accessoires complémentaires : indice de classement : P 82-214 ;
- Suspentes : NF P 82-202 ;
- Calculs des charpentes métalliques pour treuils ou poulies : NF P 82-204 ;
- Fils tréfilés en acier pour câbles d'ascenseur : NF P 82-205 ;
- Câbles en acier pour ascenseur : NF P 82-206 ;
- Dispositif d'appel prioritaire pour les sapeurs-pompiers : NF P 82-207 ;
- Guides de cabines et contrepoids, profil en T : NF P 82-251 ;
- Installation d'ascenseurs Partie 1 : Ascenseurs des classes I, II, III et VI, indice de classement P82-208
- Installation d'ascenseurs Partie 2 : Ascenseurs de classe IV, indice de classement P82-209 ;
- Aux installations électriques : NF C 15-100 ;
- A la protection contre les troubles parasites : U.T.E.C. 91-100 ;
- Aux alimentations électriques des machineries : NFP 82-201 ;
- Protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques, décret 88-1056 du 14/11/1988 ;
- Utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur, décret n° 2004-924 du 1/09/ 2004 ;
- Dispositions applicables dans le cas de transformations importantes ou de travaux d'amélioration : NF P 82-212 et 312 de novembre 2005 ;
- Décret n° 2008-1325 du 15 décembre 2008 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail ;
- Réglementation acoustique : Arrêtés du 28/10/1994 et 30 juin 1999 ;
- Téléalarmes pour ascenseurs et ascenseurs de charge, NF EN 81-28 ;
- Fonctionnement des ascenseurs en cas d'incendie, NF EN 81-73 ;
- Sécurité des échelles, décret n°96-333 du 10 avril 1996 ;
- Norme compatibilité électromagnétique : 01/01/96 ;
- Directive Européenne 89/339/CEE ;
- Directive Européenne ascenseurs 95/16/CE et décret d'application 2000-810 du 24 août 2000 ; modifié par le décret n°2010-782
- Directive Européenne 2014/33/EU (en attente de transposition)
- Directive Européenne 2006/42/CE Machines, et décret d'application n° 2008-1156 du 7 novembre 2008
- Arrêté travaux du 18/11/2004 et ses arrêtés modificatifs ultérieurs ;
- Accessibilité aux ascenseurs pour toutes les personnes y compris les personnes avec handicap : NF EN 81.70 et amendements ;

- Réglementation dans les bâtiments ERP existants : Décret du 8 décembre 2014 ;
- Règlement de sécurité contre l'incendie relatif aux établissements recevant du public et les IGH ;
- Règles de sécurité pour la construction et l'installation des élévateurs, ascenseurs et ascenseurs de charge neufs dans les bâtiments existants : NF EN 81-21.

La prestation inclura le suivi de l'organisme de contrôle technique pour les vérifications et contrôles obligatoire suivant la réglementation en vigueur et notamment les articles AS9 (contrôle annuel complet et semestriel concernant les câbles, suspentes, essai, organe de sécurité).

Cette liste n'est pas exhaustive, dans le cas d'ajout de nouveaux textes réglementaires, le titulaire aura un rôle de conseil auprès du pouvoir adjudicateur.

4. PRESTATIONS

4-1. Contrôle technique de bon fonctionnement et maintenance préventive

Lors de sa proposition, le soumissionnaire aura transmis des attestations qui stipuleront pour chaque marque d'ascenseur repris dans le listing en annexe n°1 qu'il aura les compétences techniques afin d'assurer les prestations de maintenance dans de bonnes conditions et en toute sécurité.

Le titulaire du marché s'engage à assurer l'entretien de tous les appareils, tel que le définissent, les textes réglementaires. Toutes les réglementations en vigueur devront être respectées. Le titulaire s'engagera à exécuter sous sa propre responsabilité, les prestations de fournitures, main d'œuvre et de travaux de rénovations nécessaires à la parfaite exécution de l'entretien de l'installation qui lui sera confiée.

Il effectuera les contrôles techniques obligatoires en collaboration avec les organismes de contrôle missionnés par les Centres Hospitaliers composant le GHAT. Il mettra les moyens humains et contactera les Centres Hospitaliers pour avoir les coordonnées de l'organisme de contrôle afin d'organiser les visites périodiques obligatoires. Suite à ces contrôles, le prestataire du marché s'emploiera à lever sous 2 mois (à réception des rapports correspondants qui lui seront transmis par le service sécurité du GHAT) l'ensemble des observations relevées par l'organisme de contrôle. Dans le cas contraire, des pénalités de retard lui seront appliquées.

Le titulaire devra renseigner les registres de sécurité à chaque fois qu'une réserve aura été levée.

Le titulaire aura également la mission d'information auprès des Centres Hospitaliers composant le GHAT, dans le cas de nouveau texte ou veille réglementaire.

Le titulaire effectuera les entretiens suivant les fréquences citées ci dessous, il intégrera les recommandations AFNOR FD P82-022, pour les réparations ou remplacement des pièces concernées par l'entretien.

Les visites périodiques : l'entreprise chargée de l'entretien doit adapter la fréquence et la consistance de ses visites aux caractéristiques techniques et aux conditions d'utilisation de chaque appareil. En aucun cas, l'entreprise ne pourra effectuer moins d'une visite toutes les six semaines.

La maintenance préventive à mettre en place par le prestataire sera réalisée en accord avec les représentants des Centres hospitaliers composant le GHAT et elle comprend les dispositions suivantes :

Fréquence annuelle

- Contrôle du bon fonctionnement des parachutes ou d'autres systèmes. Pour les ascenseurs hydrauliques contrôle des soupapes de rupture et réducteur de débit.
- Contrôle des armoires de commandes (resserrage des bornes, nettoyage des contacts).
- Pompe à main, soupape de descente à commande manuelle.
- Vérification de l'ensemble des systèmes de suspensions des portes palières et cabine : galets, contre galets et câbles.
- Vérification du dispositif de surcharge
- Vérification du réducteur
- Vérification du dispositif de contrôle de position de la cabine à l'étage (marquage des câbles ou dispositif équivalent)

- Vérification, lubrification et graissage des guides cabines et contrepoids ainsi que les fils guide
- Essai de fonctionnement de la commande pompier
- Nettoyage complet (vitres intérieures comprises) des 3 ascenseurs visiteurs panoramiques du Grand HALL du Centre Hospitalier d'Arras

Fréquence semestrielle

- Contrôle du bon fonctionnement du système de freinage
- Vérification des câbles ou chaînes
- Contrôle du système antidérive
- Vérification du bon fonctionnement de l'éclairage de gaine et de l'éclairage secours machinerie
- Vérification des poulies de traction, de déflexion, de renvoi et de mouflage
- Vérification du bon fonctionnement du limiteur de vitesse
- Vérification des coulisseaux cabine et contrepoids
- Vérification des amortisseurs,
- Vérification dans les tableaux électriques des contacteurs de puissance (plots ou contact), relais de phase et des protections thermiques
- Vérification des fins de course cabine haut et bas
- Nettoyage du toit de cabine, de la cuvette et de la machinerie
- Nettoyage des vasques de luminaires (extérieur et intérieur) dans la cabine

Fréquence toutes les 6 semaines

- Contrôle des envois de cabine, des appels paliers et de tous les voyants lumineux
- Contrôle de tous les équipements en cabine (éclairage ambiant et de secours, main courante, platine de commande, bouton de palier, vérification de l'interphonie via le PC de sécurité, commande à clé « liftier », codage) pendant le fonctionnement de l'ascenseur.
- Vérification du fonctionnement des portes cabines et palières, contrôle des verrouillages et contacts de fermeture. Vérification du dispositif de réouverture ainsi que les mécanismes de déverrouillage de secours et contrôle du confort de déplacement de la cabine (bruit, équilibrage, vibration).
- Vérification de la présence des plaques signalétiques
- Nettoyage des guides inférieurs de portes cabines et palières si nécessaire.
- Vérification de la chaîne de sécurité, boîte d'inspection, bouton d'arrêt cuvette, éclairage gaine.
- Contrôles des précisions d'arrêt et de nivelage à chaque niveau.
- Contrôle des niveaux d'huile palier moteur et treuil pour les appareils de type électrique
- Contrôle des niveaux d'huile et de la pompe sur les appareils de type hydraulique
- Contrôle de la cuve hydraulique (niveau et fuites)

La prestation comprendra également les vérifications et contrôles périodiques semestriels et annuels concernant les contrôles des suspentes ainsi que la vérification des câbles et les essais parachute. La prestation annuelle concerne l'examen complet, porte, guides, machineries, treuils, cabines, suspentes, câble, serrure, limite de course, mou de câble, contact et essai parachute. Le rapport de chaque ascenseur sera transmis au pouvoir adjudicateur avec les remarques et les actions à réaliser si nécessaire. En parallèle, le titulaire devra renseigner le registre de sécurité à chaque fois qu'une prestation périodique sera réalisé, et une attestation sera fournie afin que le pouvoir adjudicateur puisse archiver les documents dans le registre de sécurité du bâtiment concerné. Les visites annuelles et la visite quinquennale seront réalisées en collaboration avec le bureau de contrôle.

Lors de la remise des offres, le soumissionnaire présentera un plan d'entretien spécifique aux parcs d'ascenseur de chaque Centres Hospitaliers. Celui-ci sera analysé lors de l'ouverture des offres. Les opérations de vérifications périodiques (six semaines, semestrielles ou annuelles) prévues par les Centres hospitaliers, ne pourront en aucun être inférieures en nombre, en périodicité et en qualité à celles listées dans ce chapitre.

Les interventions des contrôles et vérifications réglementaires ou périodiques devront être programmées par le titulaire, celles-ci ne seront pas réalisées suite à une intervention curative d'un équipement. Le titulaire mettra les moyens humains afin que les prestations des contrôles périodiques soient réalisées dans la continuité et sans intervention curative de la part du technicien sur un autre site. Le soumissionnaire proposera une démarche à ce sujet et transmettra un calendrier annuel des interventions périodiques.

Lors de mise à l'arrêt des installations ou de rénovation de bâtiments, les représentants des Centres Hospitaliers pourront demander la mise à l'arrêt ou la remise en fonctionnement des ascenseurs.

L'entreprise prendra en charge tout dépannage ne nécessitant pas de remplacement de pièces même en cas de mauvaise utilisation ou de vandalisme.

4-2. L'Entretien

L'entretien comprend la réparation des pièces énumérées ci-dessous usées par le fonctionnement normal de l'appareil ou leur remplacement si elles ne peuvent être réparées ou si elles présentent une usure excessive ou sont défectueuses. Les réparations ou le remplacement des pièces seront effectuées dans un délai maximum de 72 heures à compter du devis signé.

Cela concerne les organes suivants :

Pièces cabine

- Boutons de commandes (appel étage, appel urgence, haut parleur, signalisation d'étage, voyant, digicode), interface, haut-parleur, micro, liaison interphonie via le PC de sécurité (réalisation du contrôle avec essai de l'interphone de la cabine en relation avec le PC de sécurité, vérification du numéro de l'ascenseur)
- Paumelles de portes, contacts de porte, ferme porte automatique (opérateurs de portes)
- Coulisseaux de cabine, garnitures également
- Galets de suspension et contacts de porte.
- Ampoules éclairage cabine, ainsi que l'éclairage secours (batterie, piles et accumulateurs)
- Dispositif de sécurité de seuil de porte et cellules photoélectriques.

Pièces palières

- Ferme porte mécaniques, électriques, automatique (opérateurs de portes).
- Les serrures, les contacts de portes, les paumelles.
- Les galets de suspension
- Les patins de guidage des portes
- Les boutons d'appel, la signalisation d'étage, digicode.
- Contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières

Pièces machinerie, gaine, éclairage, armoire de commande

- Balais et charbon du moteur
- Fusibles
- Coulisseaux de contrepoids
- Lampes ou ampoules cabine, machinerie de gaine, éclairage de secours (batteries, piles et accumulateurs).

Pour les appareils Hydrauliques

- La vérification de l'étanchéité du système hydraulique (raccords, vannes d'isolement, canalisations flexibles)
- La vérification annuelle de l'état de fonctionnement de tous les dispositifs de régulation et de contrôle du système hydraulique (limiteur de pression, clapet freineur, clapet de non retour)
- La vérification annuelle de l'état de fonctionnement du dispositif de protection contre la dérive de la cabine, s'il existe.

Pièces gaine

- Coulisseaux de contrepoids
- Réglage des réserves et raccourcissement des câbles ou chaîne de compensation
- Remplacement des câbles ou courroies de traction, limiteur de vitesse, de compensation et de sélecteur d'étages.
- Impulseurs, orienteurs, contacts fixes et mobiles, interrupteurs d'étages et de fin de course
- Câbles souples pendentifs
- Poulies de renvoi
- Amortisseurs
- Sur le vérin : joint d'étanchéité, soupape de rupture

Pièces local des machines

Sur le moteur et le générateur : Roulements, paliers, bobinages, rotor et stator

Sur le treuil : Arbre à vis, engrenage, poulie, paliers, roulements, coussinets

Sur le frein : Mâchoires, bobine, garnitures

Sur l'armoire de commande : Bobines, relais, redresseurs, résistances, contacts fixes et mobiles, transformateurs, organes de sélecteurs, contrôleur d'étages, cartes et composants électroniques, dispositifs de protection contre les surintensités, les surchauffes et les contacts électriques indirects.

Sur la centrale hydraulique : Distributeur et son système de commande, électrovannes, pompe et joints, filtres, appoint d'huile.

Divers : Limiteur de vitesse, poulies de tension, dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée

Sur la cabine et le contre poids

- Câblages électriques ou électroniques
- Opérateur de porte
- Dispositif de commande de manœuvre d'inspection
- Tout dispositif de réouverture de porte sans choc
- Parachutes
- Rollers
- Dispositif de demande de secours et son système de batterie
- Signalisation de position et de direction
- Garde-pieds mobile
- Dispositifs anti-dérive hydrauliques

Aux paliers

- Signalisation de position et de direction
- Dispositif de manœuvre pompier
- Dispositifs de protection du verrouillage des portes palières

Pour les appareils hydrauliques

Remplacement quelle qu'en soit la cause du fluide hydraulique, du cylindre, du piston et des flexibles.

Contrôle technique

Reprise de l'ensemble des mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repéré le contrôle technique.

Identification

Lors de la prise en main du parc d'ascenseur par le titulaire, celui-ci identifiera et étiquètera tous les équipements par la mise en place de plaque de signalétique rigide dont la taille des caractères devra être au minimum de 100mm. Cette signalétique devra être installée sur tous les étages que dessert l'équipement, dans un délai de 6 semaines après la notification du marché

Le titulaire devra vérifier la présence de ces plaques de signalétique à chaque visite de maintenance préventive et en remettre, à ces frais, en cas de disparition ou de dégradation.

L'intitulé de chacune des plaques sera déterminé conjointement avec les représentants des Centres Hospitaliers.

Pour toute commande, réparation ou dépannage, l'équipement aura pour adresse le numéro indiqué sur ces plaques signalétiques.

Vétusté

Certaines réparations ou remplacements pourraient être rendus nécessaires par la vétusté indépendamment de l'usage normal (30 ans pour les organes mécaniques, 20 ans pour les organes électromécaniques, 10 ans pour les organes électroniques). Les Centres Hospitaliers souhaitent attirer l'attention sur les délais de vétusté qui ne sont que des périodes et en aucun cas des délais de fin de pièces. Le soumissionnaire retenu devra prouver qu'il y a bien vétusté et que le problème ne vient pas de l'usure des organes ou du manque d'entretien de l'appareil.

4-3. Consommables

Pendant les visites périodiques, le titulaire du marché effectuera également le graissage des organes mécaniques. La fourniture des produits pour réaliser les actions ci dessus sont à la charge du titulaire du marché. Il assurera l'évacuation des huiles et joindra le certificat de traitement qu'il aura également à sa charge. Cette démarche sera identique pour toutes les fournitures nécessitant un traitement spécifique.

4-4. Pièces de rechange

Lors de réparations qui occasionnent un changement de pièces ou de matières consommables, le titulaire du marché se conformera aux prescriptions des constructeurs afin de garantir sa prestation et un fonctionnement correct.

Pour répondre dans les plus brefs délais à la maintenance préventive et corrective, et ce pour arbitrer les propositions, chaque société indiquera dans son offre, les moyens mis en œuvre pour stocker et fournir :

- Toutes les pièces de rechanges citées ci-dessus pour tous les matériels sur tous les bâtiments des Centres Hospitaliers.
- La démarche de commande, livraison
- Le temps entre la commande et la livraison sur site.
- La disponibilité des techniciens (réception à la commande)

- Le titulaire s'engage à recevoir les pièces détachées dans un délai de 72 heures maximum qui suit l'appel. Dans le cas contraire, des pénalités de retard lui seront appliquées. (Voir CCAP)

- Afin de garantir aux établissements les délais susvisés, le titulaire devra constituer un stock de pièces ou de fournitures (cf. liste du paragraphe 4.2) permettant l'échange standard d'équipement ou de partie d'équipements défectueux, ceci afin d'assurer le bon fonctionnement des installations.

- Pour les grosses réparations (incluses dans le contrat d'entretien susceptibles d'immobiliser l'installation 24 heures ou plus), le titulaire sera en mesure de prendre les dispositions pour effectuer le remplacement du matériel endommagé, ceci afin d'assurer la continuité de service. Un tableau reprend la nature des opérations en *annexe n°2*, le soumissionnaire remplira la durée d'immobilisation (commande de pièces et heures de main d'œuvre comprises).

- Si ce délai est constaté supérieur au délai autorisé, le prestataire devra respecter les règles du GHAT comme indiqué lors de la mise en place du marché, avec au minimum la procédure ci-dessous :

- ✓ adresser un courrier électronique, dès connaissance du délai plus important que celui prévu à l'annexe n°2, au représentant de l'établissement concerné pour préciser la nature de la panne, la désignation des pièces à remplacer et la date de remise en service prévue.

- ✓ informer le responsable du site, au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

- ✓ informer les usagers par un affichage explicatif sur toutes les portes palières de l'appareil : le modèle correspondant sera fourni par le titulaire et validé par le représentant du GHAT.

- L'adaptation des pièces de rechange qui ne proviendraient pas du fabricant d'origine relève de la responsabilité du prestataire du présent contrat.

- Ces échanges font l'objet d'une information particulière à l'établissement concerné et d'une inscription sur le carnet d'entretien en local des machines et, le cas échéant, dans la GMAO de l'établissement concerné.

- Le prestataire s'engage à informer les services techniques de l'établissement concerné par fax ou courrier électronique de toute mise à l'arrêt de l'installation quelle qu'en soit la durée, précisant la nature du dysfonctionnement, et le délai prévisionnel de remise en service. Ce courrier sera renouvelé autant de fois que nécessaire pour informer l'établissement des étapes de la résolution du problème. Une information devra être adressée de la même façon consécutivement à la remise en service. Ce courrier électronique pourra être envoyé sur plusieurs adresses différentes fournies par le GHAT, lors de la mise en place du marché.

- Dans tous les cas, le prestataire s'engage impérativement à informer directement le responsable de site avant de quitter les lieux et les usagers par une information apposée sur toutes les portes palières de l'appareil.

- En cas d'impossibilité de fournir la pièce d'origine, le titulaire supportera la totalité du coût de mise en place des kits d'adaptation.

- Les variations de fréquence, pièces sensibles des appareils, devront être « en boucle fermée » afin d'obtenir une précision d'arrêt la plus fine possible.

- Dans le cadre d'une modernisation, lorsque l'armoire de commande est remplacée, le titulaire devra également fournir l'outil de diagnostic et de programmation compatible en français. A la fin du contrat, L'outil de diagnostic et de programmation, restera la propriété de l'établissement concerné. Les documents techniques de l'outil de diagnostic et de programmation devront également être remis en français.

Le montant des prestations de maintenance préventive et d'entretien sera précisé au bordereau de prix BP3 : colonne forfait de base annuel par appareil.

4-5. Prestations ponctuelles

Des prestations ponctuelles feront l'objet, soit d'attachements visés par les représentants des Etablissements concernés, pour les interventions urgentes et/ou peu importantes, soit de devis détaillés préalables, transmis pour accord avant exécution, pour les interventions préventives ou les réparations importantes, à savoir :

- Les réparations ou remplacement des pièces ou équipements détériorés par malveillance, vandalisme ou action extérieur des locaux.
- Pour les pièces ou équipements non listés ci-dessus
- Travaux de modernisation ou de mise en conformité des appareils suites à des nouvelles réglementations
- Le remplacement du fluide hydraulique
- Les vérins des ascenseurs hydrauliques
- Les systèmes antiparasitage et de protection contre la foudre
- Les prestations nécessaires au fonctionnement des appareils et non reprises dans les paragraphes précédents (réparations hors entretien, remplacement de pièces usagées non comprises dans l'entretien précisé au §4.2) Dans le cas de réalisation de devis, l'opérateur économique effectuera le devis sous 24h (prise d'effet à partir du diagnostic du technicien), afin de réduire au maximum l'immobilisation des appareils.
- Le nettoyage des portes et de la cabine, les alimentations électriques des ascenseurs ainsi que les protections qui lui sont associés, le seuil de portes cabine et palières. Pour les ascenseurs panoramiques, le prestataire doit l'entretien des parties vitrées intérieurs des gaines.

4-6. Prestation supplémentaire

Les prestations nécessaires au bon fonctionnement des appareils et non reprises dans le paragraphe 4.1 et 4.2 du CCTP (réparations hors contrat de base, remplacement de pièces usagées non comprises dans l'entretien ou lors d'acte de vandalisme constaté et vérifié par le représentant du pouvoir adjudicateur) feront l'objet d'un devis suivi d'un bon de commande qui sera visé par le représentant de l'établissement concerné. Le soumissionnaire joindra lors de son offre, le prix de main d'œuvre. Pour le paiement des pièces, le titulaire du marché transmettra le bordereau d'achat qui sera valorisé suivant le pourcentage qu'il aura proposé dans son offre (voir bordereau de prix BP2).

4-7. Montant des prestations et description des services

Pour la maintenance (*chapitre entretien du CCTP 4.1 et 4.2*), le titulaire du marché proposera un prix annuel (détaillé par ascenseur, monte charge, lève handicapé), il remplira le bordereau des montants annuels comprenant dans ce forfait le prix horaire et déplacement (Bordereau de prix BP3 CHA-CHB-CHT et le joindra dans l'acte d'engagement).

Pour la partie curative (*chapitre prestation ponctuelle du CCTP 4.5*), le titulaire du marché proposera un prix horaire et déplacement ainsi qu'un pourcentage sur les bordereaux de prix BP1 et BP2 qu'il transmettra lors de sa facturation.

Pour la partie prestation supplémentaire (*chapitre 4.6 du CCTP*), le titulaire du marché proposera une prestation suivant les bordereaux de prix BP1 et BP2.

Enfin, le candidat complètera le détail quantitatif et estimatif (D.Q.E.).

NB : Seules les interventions qui occasionneront un changement de pièces engendreront une facturation. A contrario, tous les dépannages réalisés par le prestataire et qui n'occasionneront pas une seconde visite pour réparation ou changement de pièces ne feront pas l'objet d'une facturation.

4-8. Périodes d'interventions de dépannages

Le marché comprend l'ensemble des interventions de dépannages sur site 365 jours par an. Les interventions de dépannage seront déclenchées 7 jours sur 7 sur simple appel téléphonique au numéro de téléphone hot line du titulaire.

Le titulaire s'engage à assurer les dépannages dans les conditions A, B, C et D décrites ci-dessous et ce suivant les appareils décrits dans le tableau de l'annexe 1 :

Condition A : intervention 7 jours sur 7 et 24h sur 24h dans un délai de 1 heure suite à l'appel.

Condition B : intervention 7 jours sur 7 et 24h sur 24h dans un délai de 1 heure entre 06h00 et 21h00 (période de prise d'appel), un délai de 4 heures après 21h00 suite à l'appel.

Condition C : intervention 7 jours sur 7 et 24h sur 24h dans un délai de 2 heures entre 06h00 et 21h00 (période de prise d'appel), un délai de 4 heures après 21h00 suite à l'appel.

Condition D : intervention 6 jours sur 7 (hors dimanche et jours fériés), dans un délai de 2 heures entre 08h00 et 17h00, suivant l'appel.

En cas de panne d'un second appareil qui a la même fonction que le premier ou en cas de panne d'un second appareil dans les bâtiments qui ne sont équipés que de 2 appareils, le délai d'intervention est ramené à 1h00 24h sur 24h, 7jours sur 7.

Concernant le Centre Hospitalier d'Arras, pour les prestations nécessitant une collaboration avec la société titulaire du transport automatisé lourd (TAL), le titulaire devra rapidement joindre le responsable du TAL du CH, notamment pour tout changement de programmation sur les montes charges pouvant entraîner des dysfonctionnements ou lors d'analyse technique sur des pannes non identifiées ou répétitives.

Avant chaque intervention d'entretien préventif nécessitant l'arrêt d'un appareil, le titulaire devra obtenir l'accord des représentants de l'établissement concerné du GHAT sur l'opération projetée et sur sa durée.

4-9. Délai de déblocage de personnes

En cas de non-fonctionnement d'un appareil pouvant affecter la sécurité des personnes et ceci sur tous les appareils 7 jours sur 7 et 24h sur 24h, le titulaire interviendra dans un délai de 30 minutes maximum suite à l'appel (à partir de l'appel à la hotline du titulaire).

Concernant le site du Centre Hospitalier d'Arras, les agents du PC de sécurité interviendront en première intention, ET appelleront systématiquement la HOTLINE du prestataire. Cette intervention du PC sécurité ne dégage en rien le prestataire de ses obligations, notamment de celle d'effectuer ses interventions dans les délais impartis.

En cas d'intervention plus diligente (service technique, agent du service de sécurité, pompier), le titulaire prendra à sa charge les éventuelles dégradations causées par ces derniers si le délai d'intervention est supérieur aux délais contractuels de déblocage.

4-10. Délai de remise en service

- Dans le cas de dépannage sans changement de pièces, le prestataire devra réaliser le dépannage dans la journée.
- Les dépannages ne doivent pas être interrompus par une réparation sur un autre site, qui pourrait pénaliser le temps de remise en service de l'ascenseur, le titulaire mettra les moyens humains nécessaires.
- La réparation ou le remplacement des pièces « du chapitre 4.2 du CCTP » sera réalisée sous un délai maximum de 72 heures à compter du devis signé.
- Après constat de la panne par le technicien et en cas d'indisponibilité prolongée de l'ascenseur, le titulaire :
 - Avisera le représentant du Centre Hospitalier et définira avec lui les moyens à mettre en œuvre pour remettre en fonctionnement le plus rapidement possible l'ascenseur.
 - Etablira le devis correspondant, dès le lendemain de l'intervention,
 - Commande de pièce auprès de son fournisseur dans les 24h suivant la réception du bon de commande signé du CH (envoi de la preuve du bon de commande au représentant du Centre Hospitalier, le délai de mise à disposition de la pièce devra être intégré au bon).
 - Dès la réception du bon de commande, la société fera intervenir son technicien pour remise en fonctionnement.

NB : Le devis présenté devra respecter les dispositions prévues pour les commandes de pièces se trouvant à l'annexe n°2 CTPP et au bordereau de prix BP1.

- En cas de pannes répétitives, le titulaire s'emploiera à mettre les moyens humains nécessaires.
- Dans le cas où le technicien n'arrive pas à diagnostiquer la panne ou à trouver le moyen de la résoudre, il sera prévu l'appel d'un technicien expert. Cela devra avoir lieu dans les 3 jours suivants. Le diagnostic correspondant sera transmis dans la semaine suivant l'appel pour dépannage. Ensuite, devis et commande ... (dite clauses de l'article 4-10, 4^{ème} § ci-avant).
- Dans le cas de réalisation de travaux, un planning prévisionnel sera réalisé par le titulaire. Si, en cours de réalisation des travaux et pour des raisons indépendantes de sa volonté, le titulaire rencontre des difficultés à respecter le planning d'exécution, il devra en informer le pouvoir adjudicateur. Ce dernier pourra être modifié, mais une fois seulement, et avec une prolongation n'excédant pas 15 jours du délai initialement fixé au démarrage des travaux. Dans ce cas le titulaire joindra un nouveau planning prévisionnel et justifiera les raisons du retard.
- Lors d'opérations de contrôles, si une vérification révèle une anomalie de maintenance ayant trait à la sécurité, ou un dysfonctionnement avéré de l'installation, suffisant pour justifier une mise à l'arrêt immédiate de l'appareil, le titulaire du marché dispose de 2 heures à compter de la réception du rapport provisoire de l'organisme de contrôle pour intervenir sur site. Il informe par écrit l'organisme de contrôle de son intervention sous 24h. La remise en service relève de sa responsabilité.

4-11. Contrôles réglementaires

Les opérations de contrôles suivantes sont intégrées au présent marché :

- Le prestataire participe aux visites de contrôle technique annuel et quinquennal
- Dans le cadre de transformation importante, aux examens de conformité des dispositifs des parachutes.
- L'assistance aux visites techniques de contrôles techniques réglementaire au sens de l'arrêté du 18 novembre 2004 ainsi que les contrôles périodiques réglementaires pour les établissements recevant du public (ERP).

Pour les prestations citées ci-dessus, le titulaire mettra à disposition lors des contrôles avec l'organisme de contrôle un technicien pour la réalisation des contrôles et des visites sur les différents sites des établissements. La programmation sera réalisée par le représentant de chacun des Centres Hospitaliers. (Les prestations citées ci-dessus ne donneront pas lieu à une facturation).

Le prestataire s'engage à lever l'ensemble des réserves émises par les organismes de contrôle tout au long de son contrat.

Il dispose d'une plateforme de dépôt des rapports des organismes de contrôle avec accès client pour la vérification du bon enregistrement des rapports et du suivi des levées de réserves.

Les réserves concernées sont celles liées à la maintenance des équipements et dues au titre du présent contrat.

Réserves de Maintenance – Plan de progrès :

On appelle ce qu'est défini comme « Réserve de maintenance » :

- toute observation qui serait émise par un organisme de contrôle (en application des contrôles selon les articles AS9 et AS10 du règlement de sécurité en E.R.P. les VGP : Visites Générales Périodiques et la SAE : Sécurité des Ascenseurs Existants)
- toute remarque d'un intervenant mandaté par le GHAT pour le contrôle de la maintenance.
- toutes anomalies relevées par le Bureau de Contrôle effectuant les vérifications annuelles de fonctionnement (pour les établissements concernés)

Les réserves relatives à la maintenance préventive des ascenseurs qui seraient notifiées au prestataire par le service maintenance du GHAT, ou par un bureau de contrôle, devront être levées sous :

- 24 h pour toutes les réserves afférentes à la sécurité des usagers ou des intervenants
- Trois mois pour l'ensemble des autres réserves (sous réserve de commande validée par l'Etablissement concerné des éventuelles prestations non incluses au contrat).

Le prestataire devra tenir informé l'établissement adhérent de l'avancement de ces levées de réserves (cf. réunions). Il le tiendra informé par courrier le cas échéant.

Le prestataire adressera, après les 3 mois de délai, une attestation de levée des réserves (sur la base du rapport de l'organisme annoté, paraphé et signé).

Pour toute réserve qui n'est pas levée sous 3 mois du fait du prestataire, le coût est intégralement supporté par lui-même y compris pour les prestations non incluses au contrat.

Plan de progrès :

Le prestataire s'engage à effectuer une maintenance préventive pendant la durée du contrat telle que, année après année, les nouvelles réserves émises soient au minimum de 40% inférieures à celles de la première année.

Ce plan de progrès ne dégage évidemment pas le prestataire de lever toutes les réserves chaque année.

Si le plan de progrès n'est pas mis en œuvre ni atteint, les pénalités prévues au CCAP, pourront être appliquées

4-12. Contrôle des prestations et assistance aux organismes de contrôles

Le GHAT se réserve la possibilité de procéder, lui-même, ou de faire procéder par une personne compétente de son choix, à la vérification de la bonne exécution des prestations.

Le présent article définit les conditions dans lesquelles pourraient avoir lieu cette vérification.

Les opérations de vérification ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du présent contrat.

Les opérations de vérification et de contrôles réglementaires sont effectuées à l'occasion des interventions du prestataire ou indépendamment de celles-ci. Elles portent essentiellement sur la qualité et la quantité des prestations exécutées, sur le respect de la réglementation et sur le respect du présent contrat.

Le prestataire est présent sur les lieux lors des opérations de vérification s'il est prévenu au moins 15 jours avant par écrit. Cependant, ce délai peut être réduit si des circonstances exceptionnelles nécessitent une intervention rapide.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance ne mettant pas en cause la sécurité des usagers ou des intervenants sur l'installation, ou, si la préservation du matériel n'est pas mise en cause, le prestataire dispose de 3 mois à compter de la date de réception du rapport de contrôle pour effectuer la levée des réserves et en informer par écrit l'établissement concerné.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie de maintenance mettant en cause la sécurité des personnes ou la préservation du matériel, l'appareil pourra être mis hors service. Le prestataire dispose de 24 heures pour effectuer les réparations.

Le prestataire doit déléguer une personne suffisamment compétente pour réaliser les essais. La présence du technicien affecté à la maintenance de l'appareil est recommandée.

L'assistance aux visites suivantes est obligatoire, elles font partie du présent contrat.

Le prestataire, ne pourra prétendre à aucun supplément de prix pour réaliser ces prestations en fonction des périodicités retenues par les différents sites :

- Contrôle technique réglementaire au sens de l'arrêté du 18 novembre 2004 ;
- Contrôle réglementaire pour les Etablissements Recevant du Public. (ERP) ;
- Vérifications générales périodiques au sens de l'arrêté du 29 décembre 2010 (code du travail)
- Etat des lieux contradictoires en début et fin de contrat ;
- Expertise technique de quelque nature qu'elle soit ;
- Suivi pluriannuel.

4-13. Vérifications générales périodiques

Les appareils étant installés dans un établissement soumis au code du travail, conformément aux articles 3 et 4 de l'arrêté du 29 Décembre 2010 relatif aux vérifications générales périodiques portant sur les ascenseurs et les monte-charges ainsi que sur les élévateurs de personnes n'excédant pas une vitesse de 0,15 m/s, installés à demeure, et modifiant l'arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, le prestataire procédera aux essais de fonctionnement et à l'examen de l'état de conservation, pour les établissements ne réalisant pas cette prestation par un bureau de contrôle.

Les essais et vérifications à réaliser par le titulaire sont ceux qui sont prévus dans les opérations et fréquences minimales des annexes n° 1 et n°2 du CCTP.

Le prestataire établira annuellement une attestation de la bonne réalisation de ces vérifications et essais dont le modèle sera proposé dans son offre, pour les établissements ne réalisant pas cette prestation par un bureau de contrôle. L'utilisation du document est impérative.

L'année où le contrôle technique quinquennal, prévu à l'article R125-2-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, est réalisé, le prestataire sera dispensé de ces vérifications et de l'attestation correspondante.

NB : si l'établissement fait réaliser la VGP par un bureau de contrôle, le prestataire est autorisé à réaliser sa visite semestrielle des câbles et la vérification du parachute lors de ce contrôle.

4-14. Exclusions du contrat de maintenance

Les prestations non prévues au contrat de maintenance et dont l'exécution nécessaire au bon fonctionnement pourront être ajoutées par voie d'avenant au marché.

Ces commandes seront établies selon le devis du prestataire qui doit se référer au bordereau de prix.

Ne sont pas inclus au contrat et feront l'objet de facturations spécifiques :

- Les travaux de modernisation ou de mise en conformité des appareils exigés par la réglementation,
- Les évolutions techniques même si elles sont dues à de nouvelles réglementations ou si elles sont recommandées ou exigées par les autorités réglementaires,
- Les prestations rendues nécessaires en cas de force majeure, l'incendie, l'explosion, l'inondation, la foudre, les catastrophes naturelles, les ambiances corrosives, l'accident indépendant de l'action du prestataire, l'usure des pièces autres que celles énoncées à l'Article 4.2 du présent CCTP, l'inobservation des prestations réglementaires ou la surtension électrique
- Les réparations et travaux consécutifs à du vandalisme, à l'exception des « petits vandalismes » et des mauvaises utilisations prévisibles des équipements (ex : petits chocs dans les portes et dans la cabine).

Un devis sera alors établi, selon le « Bordereaux de Prix », accompagné des éléments attestant de l'exclusion du contrat de maintenance (par exemple, dans le cas du vandalisme, constat validé par le responsable de site ou l'inspecteur technique et /ou dépôt de plainte) dans un délai :

- de 8h maximum pour tout problème de sécurité ayant généré la mise à l'arrêt de l'appareil
- de 3 jours maximum pour vandalisme
- de 15 jours maximum pour tout autre problème ne nécessitant pas la mise à l'arrêt de l'appareil.

Le vandalisme désigne tout acte de destruction ou de dégradation gratuite visant des biens publics ou privés.

Outils ou objets de « petit » vandalisme

Les outils ou objets pouvant être à l'origine d'un acte extérieur tel que notamment le fait d'un tiers ou utilisation anormale de l'ascenseur sont ceux qui sont définis par la norme NF P 82-212 de novembre 2005 (Annexe H) et la norme EN 81-71 :2005 +A1 :2006, annexe E (normative) :

- Stylo à bille (Esthétique)
- Feutre
- Marqueur
- Poids du corps (75 kg),
- ficelle/corde/câble,
- Briquet,
- Clés,
- Couteau de poche (lame de 100 mm),
- canne,
- tournevis de taille moyenne (longueur 200 mm),
- Chewing-gum,
- capsule de bouteille,
- Cigarette,
- Cutter (taille moyenne sans action démultipliée).

5. COMMUNICATION, ET DEMARCHES D'INFORMATIONS

5-1. Moyen de communication

- Un numéro de dépannage (hot line) sera transmis au pouvoir adjudicateur afin d'assurer la prise en compte des appels 24h/24H – 7j/7.
- Un carnet d'entretien pour chaque appareil sera consultable et visitable à tout moment, il reprendra le détail des interventions.
- L'intégralité des pannes, le temps d'immobilisation, l'état du parc en général, toutes ces informations seront consultables par données informatiques.
- Des réunions de suivi du parc des appareils seront organisées annuellement entre l'opérateur économique et les représentants des Centres Hospitaliers.
- Le titulaire conseillera les Centres Hospitaliers sur les améliorations à apporter tant sur le plan de la sécurité que sur celui de la performance
- Régulièrement le technicien du titulaire s'engage à rencontrer les représentants des Centres Hospitaliers, il informera de tout problème (technique ou organisationnel).

5-2. Démarches d'information

- Lors d'un dysfonctionnement ou d'un report de réparation, et suite à un appel, le technicien du titulaire devra signaler sa présence sur le site au représentant du GHAT pour toute intervention d'entretien ou de dépannage.

Pour le Centre Hospitalier d'Arras, le technicien se présentera au PC sécurité et renseignera le « document de traçabilité des interventions » en y indiquant l'heure d'arrivée et l'heure de départ suite à son intervention et suivra la procédure.

Pour les sites extérieurs au site principal du Centre Hospitalier d'Arras, les sites du TERNOIS et celui de BAPAUME, le technicien devra se présenter à l'accueil pour informer le cadre de santé ou son représentant de son arrivée. Il en fera de même à la fin de son intervention.

• Un carnet d'intervention sera également mis à la disposition du GHAT, par le titulaire, il reprendra la nature de l'intervention :

- la date, heure d'arrivée et heure de départ
- la nature de l'intervention
- observations
- remise en marche oui ou non
- nom de l'intervenant
- signature

• Les carnets seront mis à la disposition de l'établissement concerné, au PC de sécurité, dans le local machinerie ou en armoire de manœuvre (Cependant le titulaire pourra aussi tenir à disposition du GHAT un type de carnet dématérialisé sous format informatique).

• Les plans seront remis à jour après toute modification des installations effectuée par l'entreprise et un exemplaire sera transmis au GHAT.

• Afin de juger de la qualité des prestations, le titulaire joindra à sa proposition sa démarche qualité et le niveau de certification obtenu.

• Lors de panne prolongée ou d'entretien, le titulaire mettra des affiches sur les portes palières de chaque étage en indiquant « **mise à l'arrêt entretien** » ou « **en panne remise en service le : .../.../.... A ..h..** » afin de renseigner l'utilisateur sur l'état de l'appareil.

• Le Centre Hospitalier d'Arras est doté d'un système autoguidé véhiculé permettant d'assurer les navettes des services logistiques et pharmaceutique dans les bâtiments Hébergement et Plateau technique. Lors d'interventions ou vérifications périodiques, le titulaire avisera le responsable de la logistique avant toute manipulation. Pour les vérifications périodiques, le titulaire recevra un planning d'autorisation de mise à l'arrêt des ascenseurs concernés par cette installation. Le titulaire du contrat devra contacter immédiatement le responsable du TAL du CH pour tout changement de programmation sur les montes charges pouvant entraîner des dysfonctionnements.

• Le titulaire proposera une formation basée sur : « délivrance d'une personne à l'intérieur de la cabine et ce sur tous les ascenseurs ».

• Lors de panne nécessitant une collaboration avec la société titulaire du transport automatisé, le titulaire du contrat ascenseur devra rapidement joindre le responsable du système de transport automatisé du centre hospitalier pour tout changement de programmation sur les montes charges pouvant entraîner des dysfonctionnements ou lors d'analyse technique sur des pannes non identifiées ou répétitives.

De plus, le prestataire :

– Lors d'une intervention, que ce soit dans le cadre d'un dépannage ou de gros travaux, le prestataire a l'obligation si l'appareil doit rester à l'arrêt, d'informer par voie d'affiche sur toutes les portes palières de l'appareil la date et l'heure de remise en service de l'installation.

– Informe les services de l'établissement concerné par mail de toute mise à l'arrêt supérieure à 6 heures, en indiquant la nature du dysfonctionnement, et le délai prévisionnel de remise en service. Un second mail informera de la remise en service de l'installation

– Informe les usagers par affichage sur l'ascenseur concerné de l'existence d'une panne

– Communique à la demande de l'établissement adhérent, le détail des interventions pour une période donnée

– Tient à la disposition de l'établissement adhérent la notice à jour d'instruction des ascenseurs en sa possession

– Remet au GHAT, à titre d'information, l'organisation de son plan de maintenance en vigueur à la signature du contrat, les coordonnées des responsables à joindre par secteur d'attribution et informe l'établissement concerné des changements en cours de contrat. Ce programme de maintenance fera apparaître :

- Le nombre et la qualification des intervenants affectés à l'exécution du contrat de maintenance,

- Le nombre d'installations par secteur géographique individuel,
- La fonction précise des intervenants sur ce contrat,
- La périodicité et la durée approximative, estimée, d'intervention pour chaque installation,
- Le programme de maintenance (vérifications, réglages, etc.) envisagé sur les installations, décomposé par mois,
- Le temps prévisionnel de maintenance par installation,
- Le temps d'immobilisation pour chaque type de gros travaux de maintenance.

– S'assure à chaque visite de maintenance de la présence en cabine, et à tous les étages desservis de l'étiquetage comportant le nom du prestataire, le numéro d'appel d'urgence et le numéro d'identification de l'appareil. Dans le cas contraire, il y remédie immédiatement. Il agit de même pour toute autre plaque d'instruction.

Si le carnet est manquant lors de la prise en charge des installations, le prestataire s'engage à en mettre un à disposition sans contrepartie financière dans les 6 semaines suivant la notification du marché.

-Le prestataire mettra à disposition des services techniques de l'établissement concerné une version dématérialisée du carnet d'entretien consultable sur un portail informatique avec accès personnalisé.

Le GHAT étant composé de bâtiments classés ERP, le prestataire renseignera le Registre de Sécurité à chaque visite, mais aussi lors des opérations de travaux ou de réparation.

Concernant les opérations de maintenance curative :

L'entreprise devra soumettre à l'établissement concerné, son calendrier des travaux programmés mensuellement :

Le calendrier devra faire apparaître les éléments suivants :

- La désignation de l'installation immobilisée,
- La date prévisionnelle d'immobilisation,
- La définition des travaux exécutés.

L'entreprise devra, moyennant un préavis de 15 jours, informer l'établissement adhérent de toute intervention complémentaire nécessitant l'arrêt d'une installation.

Les conditions d'intervention sont déterminées d'un commun accord entre l'établissement concerné et le titulaire en prenant en compte les spécificités de l'activité hospitalière, hôtelière et logistique des installations concernées. Et devront suivre les clauses des articles 11 et 12 ci-après.

5-3. Carnets d'entretien

Il sera :

- transmis est établi par le titulaire
- mis à jour lors de chaque visite et lors de chaque dépannage
- soumis à l'approbation des représentants du responsable maintenance du GHAT
- sous forme papier et devra être laissé à demeure dans le local des machines ou facilement accessible (coffret extérieur dans le cas de machinerie embarqué). Par commodité, le représentant du pouvoir adjudicateur devra pouvoir le consulter à tout moment.

Il reprendra les actions d'entretiens listées dans le chapitre 4 du CCTP.

La fourniture du carnet d'entretien par équipement sera à la charge du titulaire du marché, il sera installé pour chaque équipement après la notification du marché.

A la fin du contrat, ce carnet sera laissé sur le site et sera mis à disposition du prochain prestataire.

Tout carnet d'entretien terminé sera transmis au représentant du pouvoir adjudicateur pour archivage des interventions.

5-4. Comptes rendus

Toutes les interventions donneront lieu à la rédaction d'un compte rendu qui attestera que les opérations prévues dans le présent marché ont bien été effectuées. Immédiatement après l'intervention, le compte rendu sera rédigé lisiblement sur le carnet d'entretien de l'installation.

Le titulaire présentera un rapport d'activité annuel. Le rapport devra tenir compte :

- Des taux de panne par ascenseur
- Les dates des visites de maintenance
- Le nombre d'appel à la hot line
- Une analyse du nombre excessif de panne par appareil avec un constat technique
- Des propositions techniques pour améliorer et abaisser le nombre de pannes.
- Les devis suite aux améliorations à apporter

Les propositions financières et techniques dans le cadre de l'amélioration du parc des équipements.

Lors de chaque prestation de rénovation ou d'amélioration sur les équipements, le titulaire du marché effectuera en collaboration avec le représentant du centre hospitalier, une visite de contrôle des prestations avec la délivrance d'un PV de réception de fin de la prestation.

5-5. Réunion Périodique

Des réunions périodiques de suivi d'exploitation pourront être organisées entre les représentants du GHAT et le représentant du titulaire. La périodicité de ces réunions sera définie d'un commun accord entre les parties, une réunion annuelle de bilan étant le strict minimum.

Afin de juger de la capacité du titulaire à organiser ces réunions d'exploitation, il précisera dans son mémoire l'ordre du jour type proposé et les documents présentés lors de ces réunions.

Rapport d'activité mensuel téléphonique

Le responsable maintenance du GHAT ou son représentant fera un point téléphonique une fois par mois avec le prestataire accompagné du technicien affecté au site concerné.

Ces points auront notamment pour objet :

- de vérifier le respect du planning de maintenance préventive,
- de faire l'analyse des interventions de maintenance correctives et de définir les éventuelles actions à mener,
- de faire le bilan des travaux exécutés et à exécuter,
- de rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail et de la qualité.

Les données seront analysées préalablement à la réunion par le prestataire et seront accompagnées de recommandations.

Toute transmission d'état de pannes, de suivi de réserves, etc... qui ne sera pas accompagnée d'une analyse et une recommandation de plan d'actions sera considérée comme nulle et les pénalités pourront être appliquées.

Ces points peuvent faire l'objet d'un compte rendu écrit par le prestataire (sauf accord spécifique).

Rapport d'activité trimestriel

Un rapport d'activité trimestriel est attendu par le responsable maintenance du GHAT. Une réunion de présentation de ces informations aura lieu dans les quinze premiers jours du trimestre suivant.

Ce rapport présentera :

- L'historique des demandes d'intervention pour dépannage ou déblocage de personnes.
- Le détail des dysfonctionnements,
- Les heures de réception de la demande, les heures d'arrivée sur site et de l'opération réalisée et spécifié par appareil,
- Les causes origines pour chacune des pannes, et éventuellement leur répétition.
- Un listing des appels et dysfonctionnements groupés par typologie et nature: Défaillance technique, Mauvaise utilisation, Vandalisme, Causes extérieures ou cas de force majeure
- Le coût en € TTC du matériel remplacé (hors main d'œuvre),

- Le listing des appareils avec un taux d'appels sur 12 mois glissants,
- Le listing des appareils ayant subi une mise à l'arrêt > 3 jours, avec la raison de l'immobilisation,
- Un récapitulatif des délais d'intervention moyens,
- Le listing des appareils ayant subi plus de 3 pannes sur 1 mois. Et, évolution sur 6 mois de ces appareils,
- Historique des visites de maintenance en détaillant les opérations réalisées et le temps passé,
- Suggestions utiles qui permettront d'améliorer la fiabilité des installations,
- Un bilan sur le suivi des levées de réserves maintenance. Un détail d'avancement par appareil devra être fourni.
- Un planning de levée des réserves non levées.
- Une analyse des écarts et remise de préconisations

Les données seront analysées préalablement à la réunion par le prestataire et seront accompagnées de recommandations.

Toute transmission de rapport trimestriel qui ne sera pas accompagné d'une analyse et d'une recommandation de plan d'actions sera considérée comme nulle et les pénalités pourront être appliquées.

Toute réunion avec le représentant du GHAT fera l'objet d'un compte-rendu de réunion diffusé sous 48 heures après la réunion.

Ces comptes rendus seront rédigés par le titulaire (sauf accord spécifique). Ils seront co-signés par le titulaire du marché et par le responsable maintenance du GHAT ou son représentant.

L'absence de remise du rapport trimestriel d'exploitation dans le mois défini sera sanctionnée par une pénalité conformément au CCAP.

Sans préjuger des sanctions applicables pour faute grave, toute information manifestement falsifiée sera sanctionnée d'une pénalité conformément à l'article 11.3 du CCAP.

Bilan d'activité annuel

Un rapport d'activité annuel est attendu par le responsable maintenance du GHAT, à la fin de chaque année de contrat.

En plus des éléments présentés dans le rapport d'activité trimestriel de chaque établissement concerné, le prestataire devra présenter les points suivants :

- Montant annuel du marché Maintenance Ascenseurs par établissement adhérent (avec la distinction entre le montant Maintenance et le montant Travaux).
- Bilan du suivi commercial par établissement adhérent
- Nombres d'ascenseurs par établissement adhérent
- Présence d'un permanent par établissement adhérent
- Taux de disponibilité des appareils par établissement adhérent
- Taux d'appels et taux de panne par établissement adhérent,
- La mise à jour de la documentation de tout ordre (technique, etc...)

Les données seront analysées préalablement à la réunion par le prestataire et seront accompagnées de recommandations.

L'absence de remise du rapport annuel d'exploitation dans le mois défini sera sanctionnée par une pénalité conformément à l'article 11.3 du CCAP.

Sans préjuger des sanctions applicables pour faute grave, toute information manifestement falsifiée sera sanctionnée d'une pénalité conformément à l'article 11.3 du CCAP.

Format des rapports

Avant l'échéance du premier trimestre, le prestataire présentera un modèle de tableau au responsable maintenance du GHAT, ou son représentant, qui en validera le contenu et le format détaillé.

Le modèle de tableau pourra être modifié en cours de contrat à la demande de l'établissement concerné, et validé par le responsable maintenance du GHAT.

Ce tableau doit être réalisé sous format Excel. Il sera fourni sous format papier, et sous format électronique (transmission par messagerie ou support informatique) aux établissements concernés du GHAT.

Ces tableaux pourront être complétés par des courbes, graphiques ou camemberts pour en faciliter la lecture.

Ces rapports présenteront une synthèse par établissement et pour l'ensemble du GHAT sous forme de tableaux croisés :

- Le nombre de pannes par organe et par établissement,
- Le taux de disponibilité moyen pour chacun des établissements,
- Le nombre d'appels pour usager boqué en cabine pour chacun des appareils et chacun des établissements,
- Le listing des appels et dysfonctionnements groupés selon leur nature pour chacun des établissements: défaillance technique, mauvaise utilisation, vandalisme, causes extérieurs ou cas de force majeure
- Taux d'appels et taux de panne par établissement,
- Un bilan sur le suivi des levées de réserves maintenance pour chacun des établissements,
- Le calcul des pénalités,

6. PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS

6-1. Etat des lieux

Visite préalable:

La visite préalable des sites est obligatoire.

Les visites seront organisées pour chaque établissement des différents sites composant le GHAT, par le responsable maintenance, comme indiqué dans l'annexe n°1 du CCTP « Liste des établissements et appareils des différents sites composant le GHAT »

Le prestataire accepte de prendre les installations en l'état le jour de la signature de la notification du marché et renonce de ce fait à faire état de difficultés pouvant provenir des conditions d'accès aux installations et de la qualité du matériel installé.

Etat des lieux contradictoires en début de contrat

En application de l'article 4 de l'arrêté du 18 novembre 2004, un état des lieux initial sera dressé de façon contradictoire entre le responsable maintenance du GHAT ou son représentant et le nouveau prestataire (prestataire entrant) et sera annexé au contrat. Le GHAT pourra faire réaliser cet état des lieux par une personne habilitée au sens de l'article R125-2-5 du code de la construction et de l'habitation, dans le sens où une compétence particulière soit requise concernant les installations objet du présent marché.

Cet état des lieux déterminera les caractéristiques principales et l'état général des installations, les conformités obligatoires relatives au classement de l'installation, aux règlements et législation en vigueur et aux travaux relatifs à l'arrêté du 18 novembre 2004 (J.O du 28 novembre 2004). Cf. article 3 du CCTP pour le cadre réglementaire

Sans remarques de la part du prestataire, les conclusions de l'état des lieux sont réputées acceptées et non amendables.

L'absence du prestataire « entrant » à l'état des lieux initial contradictoire implique son acceptation des installations sans réserves autres que celles émises dans l'état des lieux. Celui-ci ne pourra faire état par la suite de défauts de réalisation, de maintenance, d'imperfections ou de défauts de réglages.

Le prestataire rédige l'état des lieux, et devra remettre ses observations écrites au représentant du GHAT, dans un délai d'un mois à compter de la date de l'état des lieux. La non remise des documents d'état des lieux contradictoires dans le délai imparti entraînera des pénalités conformément à l'article 11.3 du CCAP.

Le contrat est, de fait, « sans clause de vétusté », (articles 4.1.4, et 7 du CCTP), le prestataire n'a donc pas lieu d'indiquer dans son état des lieux les composants qu'il estime vétustes et qui ne pourront être pris au titre de la garantie totale.

Aucune information antérieure au présent contrat ne sera prise en compte dans ces exceptions.

Le prestataire proposera dans son offre, un modèle d'Etat des lieux répondant aux exigences ci-dessus.

Etat des lieux contradictoires en fin de contrat

Le prestataire s'engage à laisser, en fin d'exécution du contrat, les installations en état normal d'entretien, de fonctionnement, de propreté, de sécurité et libres de tous verrouillages interdisant la gestion normale des équipements.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels sera établi à la fin du contrat par le responsable maintenance du GHAT ou son représentant en présence du prestataire « sortant » dans la période de trois mois avant la date d'expiration du marché.

En cas de carence constatée dans l'exécution des clauses du présent contrat, les travaux de remise en état seront réalisés aux frais exclusifs du prestataire « sortant ».

Absence du PRESTATAIRE à l'état des lieux contradictoire, à une expertise ou à un contrôle réglementaire

En plus des pénalités applicables, l'absence du prestataire à l'état des lieux contradictoire, expertise ou contrôle réglementaire, implique son acceptation sans réserves des remarques qui seront émises. Il ne pourra faire état par la suite d'incompréhensions des rapports pour justifier ses manquements.

En début et en fin de marché, un procès-verbal de l'état des lieux sera dressé de façon contradictoire entre les prestataires et les Centres Hospitaliers.

Un rapport sur l'état des équipements à la charge du titulaire sera rédigé lors de la passation du présent contrat en présence des représentants du GHAT, conformément au décret N° 95-826 du 30 juin 1995. (Cf. Article 3 du CCTP pour le cadre réglementaire)

Il sera fait mention dans ce rapport de :

- L'état des équipements
- L'état de leur conformité à la réglementation en vigueur
- Leur état de conservation, et, le cas échéant, proposera un devis de remise en conformité et/ou en état de l'équipement concerné.

En fin de contrat ou en cas de résiliation, le titulaire s'engage à laisser les équipements en parfait état de fonctionnement. Tout dépannage qui sera indispensable pour recouvrer un état de bon fonctionnement devra être exécuté par le bénéficiaire du contrat dans les délais de trois mois avant la fin du contrat.

6-2. Conditions de prise en charge

a) Le titulaire devra reprogrammer à ses frais, tous les systèmes de phonies actuellement en place. Les téléalarmes installées sur les appareils du Centre hospitalier d'Arras sont du type ANEP (protocole ouvert) avec les lignes raccordées sur le réseau IP via un convertisseur CISCO.

b) Le titulaire procédera à toutes les vérifications et autres relevés nécessaires à son information.

c) Les documentations techniques correspondantes à chaque équipement seront mises à disposition de l'entreprise titulaire du contrat. Elles resteront la propriété du pouvoir adjudicateur et ne seront utilisées qu'à seule fin d'exécution du présent contrat. Le titulaire s'engage à restituer en fin de marché toute la documentation nécessaire à la maintenance complète des installations. Tous frais de reproduction, de remise en état ou reconstitution de la documentation est à la charge du titulaire.

d) Lors de modification sur les installations, le titulaire mettra à jour les plans et schémas (les documents seront mis à demeure en machinerie).

e) Un rapport mentionnant les dysfonctionnements éventuels des équipements sera communiqué aux Centres Hospitaliers en leur indiquant toute réserve, et ce dans un délai d'un mois suivant la prise en charge du contrat. Aucune réserve ne sera recevable après cette échéance.

f) Le nouveau titulaire devra, dans les 30 jours qui suivent la prise d'effet du présent marché, réaliser une étude de sécurité de chaque appareil conformément au décret N°95-826 du 30 jui, 1995, en remettre un exemplaire aux représentants des Centres Hospitaliers et en afficher une copie dans la machinerie.

g) Si au cours de la période contractuelle, des réparations, remplacement de pièces, autres que ceux prévus par le présent contrat, s'avèrent nécessaires à la remise en bon état de fonctionnement ou de conformité du matériel concerné, il en sera établi un devis soumis au pouvoir adjudicateur. Le bénéficiaire s'engage à :

1. Maintenir les locaux, clos et couverts, en bon état conformément aux normes en vigueur.
2. N'apporter aucune modification, notamment dans la puissance des installations, sans l'accord au préalable du maître de l'ouvrage.
3. Interdire l'accès des installations à toute personne non mandatée.

h) Le titulaire aura l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits par les équipements. Ceci concerne les accessoires, les dispositifs de nettoyage, les huiles, les batteries. Toutes les huiles usagées seront évacuées immédiatement par le titulaire après sa prestation, il n'y aura donc pas de stockage sur site. Le titulaire s'engage à fournir, à chaque élimination, les bordereaux de traitement réglementaire dans un délai de quatre semaines.

i) Le titulaire du marché déclare disposer de l'ensemble des moyens nécessaires pour assurer la maintenance des équipements (outils spécifiques de programmation, organe de manutention, organe de mise en sécurité).

Le candidat présentera dans son mémoire : L'organisation de maintenance propre où on y retrouvera

- Les procédures de désincarcération de passagers bloqués,
- L'organisation en place pour répondre au remplacement d'une ou plusieurs courroies ainsi que les outils de contrôle de celles-ci,
- La méthodologie au remplacement de la machine,
- Les procédures de mise en inspection de ce type de matériel.
- Etc....

7. STOCKS DE PIECES

L'entreprise doit constituer un stock de pièces détachées lui permettant de garantir une remise en service des installations dans les délais impartis. Cf. listes des pièces à l'article 4.2

Ce stock sera entreposé dans les locaux de l'entreprise ou, le cas échéant, dans les locaux mis à la disposition par l'établissement concerné. Ce stock doit être composé de pièces faisant partie de la garantie couverte par le contrat de maintenance et de pièces facturables non couvertes par ledit contrat. Ce local à disposition sera, le cas échéant, sous la responsabilité du titulaire (accès, fermeture des locaux, contrôle et suivi du stock, inventaire, etc...)

L'entreprise doit être vigilante sur les pièces et matériels dont elle dispose, afin de satisfaire à ses obligations contractuelles. A chaque utilisation des stocks, ceux-ci doivent être immédiatement reconstitués. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur ou son représentant, la liste des équipements stockés doit pouvoir être fournie.

Le prestataire s'engage à fournir l'ensemble des pièces de rechange de chaque ascenseur de marque autres que celles vendues et installées, habituellement par lui-même, et sans application de clause de vétusté.

Dans le cas où le prestataire ne serait plus en mesure de fournir une pièce :

- Il faudra qu'il démontre l'obsolescence ou la « non-réparabilité » (Courrier constructeur validé par un tiers expert par exemple)
- il proposera à l'établissement concerné la réalisation de travaux de remplacement voire de modernisation (si cela se justifie techniquement ou économiquement). L'offre correspondante sera présentée sous forme détaillée en prix et prestations.

La fourniture et la pose de ces pièces hors contrat feront l'objet de facturation supplémentaire selon le Bordereau de Prix annexé au présent marché.

Concernant les pièces qu'il installe dans le cadre de son contrat, le prestataire s'engage à fournir les pièces de rechange pendant une durée de 15 ans pour les composants électroniques, 20 ans pour les composants électromécaniques et 30 ans pour les composants mécaniques à compter de la date d'installation de l'appareil ou, le cas échéant, à compter de la date de la modernisation du composant considéré le cas échéant.

Pour les grosses réparations, le titulaire sera en mesure de prendre les dispositions pour effectuer le remplacement dans un délai très court du matériel endommagé, ceci afin d'assurer la continuité de service.

Il n'utilisera que des pièces de rechange de qualité au moins équivalente à celles d'origine.

Le titulaire ne pourra invoquer la contrainte de délai de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation des ascenseurs.

En cas d'impossibilité de fournir la pièce d'origine, le titulaire supportera la totalité du coût de mise en place des kits d'adaptation.

Afin de juger de sa capacité à fournir ces pièces détachées de chaque technologie, le prestataire devra indiquer dans son mémoire les moyens mis en œuvre pour stocker et fournir :

- Les pièces de rechange courantes, notamment pour les matériels de sa fabrication,
- Les pièces détachées des autres fabricants ou constructeurs,
- Les produits de modernisation

Le candidat présentera également son plan d'approvisionnement de pièces, au niveau local, ainsi que son engagement sur les délais d'approvisionnement des pièces spécifiques comme (voir annexe 2 CCTP et Bordereau de prix BP1) :

- Les cartes de manœuvre,
- Des opérateurs de porte,
- Les câbles de tractions
- Etc...

Le candidat précisera tout complément qu'il jugera nécessaire à un entretien de qualité de ces installations.

8. OBJECTIFS DE MOYENS ET DE RESULTATS

Objectifs et définition de la disponibilité :

La disponibilité est définie par la Norme NF EN 13306 : c'est l'aptitude d'un bien à être en état d'accomplir une fonction requise dans des conditions données, à un instant donné, en supposant que la fourniture des moyens extérieurs nécessaires soit assurée.

Ainsi, le taux de disponibilité est l'indicateur le plus précis pour qualifier la qualité de maintenance d'un équipement. Il s'agit du pourcentage du temps pendant lequel cet équipement fonctionne, par opposition au temps où il est en panne.

Le taux, objectif de disponibilité sera de :

- 99,2% mini pour chaque appareil
- 99,5% pour la moyenne calculée sur tous les appareils d'un établissement

Ce taux de disponibilité résulte du résultat de performance dite « UPTIME », donnée par la Fédération des ascenseurs, et s'apparente à une moyenne nationale.

La disponibilité pour l'exercice est mesurée sur une période de douze mois entre le 1er janvier de l'exercice (n) et le 31 décembre de l'exercice (n).

Le rapport d'activité annuel fournira le détail nécessaire à sa vérification.

Le taux est mesuré en déduisant les indisponibilités « prises en compte » (exprimées en minutes) d'une disponibilité théorique de 100% (une année de 365 jours exprimée en minutes) à partir des données recueillies par la télésurveillance ou par le centre de surveillance de l'entreprise.

Si l'établissement concerné utilise une GMAO, les informations figurant dans le logiciel GMAO pourraient être utilisées pour réaliser les mesures des résultats et objectifs fixés.

Taux de disponibilité = $100\% - (\text{Somme des périodes d'indisponibilité prises en compte en minutes} / \text{Année en minutes}) * 100$

Périodes d'indisponibilités prises en compte :

Toutes les périodes (périodes de week-end comprises) pendant lesquelles l'ascenseur n'est pas en mesure d'effectuer de transport des usagers :

- Pannes de courte ou de longue durée,
- Incarcération
- Mise à l'arrêt.

Le début de chaque période correspond au premier événement enregistré par la télésurveillance notifiant le début de l'incident, la fin de période correspond à la remise en service. Il intègre ainsi notamment le délai d'arrivée du technicien.

Pour les appareils qui ne sont pas équipés de télésurveillance, les dates et heures de prise en compte dans le calcul seront déterminées entre les parties en réunion de lancement du marché (avec cet ordre de priorité : GMAO de l'établissement si elle est utilisée, Informations issues du PC de sécurité, centre d'appel du prestataire).

Périodes d'indisponibilités non prises en compte :

➤ Les périodes d'indisponibilité résultant du vandalisme prouvé par l'entreprise par tout moyen (relevé de télésurveillance, dégradation constatée visuellement...) et notifiée par écrit, avec photographie par le prestataire

➤ Les durées découlant d'une coupure de courant du réseau non provoquée par une défaillance du tableau électrique ascenseur ou de l'installation elle-même.

➤ Les durées découlant d'une coupure de communication de l'opérateur de téléphone ayant nécessité la mise à l'arrêt de l'installation.

➤ Les arrêts découlant d'une surcharge ne provenant pas d'un défaut de réglage de l'appareil ;

➤ Les périodes d'indisponibilité découlant des travaux commandés par le pouvoir adjudicateur et à sa charge qui seront neutralisées dans la limite des plannings contractuels acceptés par le pouvoir adjudicateur.

- Les visites de maintenance préventive, les contrôles et vérifications périodiques.

Il appartient au prestataire de signaler en temps et en heure, au représentant du GHAT, et au plus tard avant le calcul définitif du taux de disponibilité atteint sur l'exercice considéré, l'ensemble des périodes considérées par elle comme périodes d'indisponibilités non prises en compte.

9. CONDITIONS DE SECURITE – HYGIENE – PERSONNELS INTERVENANTS

Hygiène, sécurité, protection de la santé et conditions de travail

Le prestataire est tenu de prendre ou de faire prendre toutes les dispositions afin d'assurer la sécurité, l'hygiène, la santé et la sécurité :

- Des usagers de chaque établissement hospitalier
- De ses employés intervenants sur les installations de l'établissement adhérent.

Le prestataire doit:

- employer, sous sa seule responsabilité, des techniciens et agents formés et qualifiés ayant l'expérience requise pour les services demandés et utilise les outils et méthodes nécessaires à l'exécution du contrat.
- s'engager à disposer à tout moment d'un personnel en règle avec la législation en vigueur et à s'acquitter notamment de l'ensemble des obligations dues en application des articles L.8323-1 et suivants du code du travail.
- disposer d'une centrale de surveillance et de télésurveillance permettant de traiter les demandes d'intervention 24h/24 et 7j/7, tous les jours de l'année, jours fériés inclus.
- présenter dans les 15 jours suivant la date de notification du marché les documents relatifs au Plan et Prévention d'Hygiène et de Sécurité.
- procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel mis à la disposition de ses employés intervenant sur les installations de l'établissement adhérent.
- exercer une surveillance continue afin d'éviter tous accidents pouvant survenir à ses employés, aux personnes utilisatrices des installations ou aux personnes se trouvant dans l'environnement d'un ascenseur, monte-charge ou élévateur de personnes en cours de maintenance ou de travaux exécutés dans le cadre du présent marché.
- réaliser un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé pour la partie qui le concerne et, le soumettre au représentant du GHAT pour approbation, et le remet ensuite au coordinateur sécurité, au chef de l'établissement ou à son représentant selon la demande.

L'entreprise a l'obligation de se renseigner sur la nature des matériaux utilisés dans les revêtements de protection des ouvrages et, le cas échéant, en faire la demande au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec avis de réception, conformément au décret 96-97 et 96-98 « modifiés par les décrets n°97-855 du 12 septembre 1997, n°2001-840 du 13 septembre 2001, n°2002-839 du 3 mai 2002 et n°2003-461 du 21 mai 2003. »

Dans le cas où des matériaux suspects seraient présents dans les lieux d'intervention, les techniciens devront utiliser des protections individuelles conformes à la nature et au degré du risque. La prise en compte des éventuels surcoûts sera exclusivement à la charge de l'entreprise.

Formation et équipements du personnel intervenant sur les installations objet du présent contrat

Le prestataire emploie des techniciens ayant l'expérience requise pour les prestations et utilise les outils et les méthodes de maintenance nécessaires à l'exécution du contrat.

Le personnel chargé de l'entretien doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues aux articles R.4543-22 à R.4543-24 du code du travail (décret 2008-1325 du 15 décembre 2008 fixant les prescriptions particulières de sécurité et de formation applicables aux travaux effectués sur les ascenseurs, ascenseurs de charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants et installations de parcage automatique de véhicules).

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le personnel de l'entreprise doit pouvoir produire sur simple demande de l'établissement adhérent ou de son représentant les justificatifs des formations réglementaires exigibles par les décrets :

- N° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié (habilitation électrique)
- N° 2004-924 du 1er septembre 2004 (information sur le travail en hauteur et formation au port de l'Équipement de Protection Individuel EPI)

En outre, le personnel affecté à la maintenance ou à la réparation des équipements doit être en mesure de pouvoir prouver son appartenance à la société prestataire du marché, pour cela, il doit être muni d'une carte d'identité de son l'entreprise et être en mesure de la produire sur simple demande de l'établissement concerné ou de son représentant.

Le personnel de l'entreprise doit être doté des équipements nécessaires pour la bonne exécution des prestations dans des conditions normales de sécurité. Ces équipements respectent les exigences du code du travail et les périodicités de révision.

Le prestataire ne pourra invoquer le manque d'outil spécifique pour justifier le dépassement du délai d'indisponibilité ou d'immobilité (Exemple : outil de diagnostic de l'armoire de manœuvre).

Les équipements de protection individuelle (EPI) doivent être à proximité immédiats du poste de travail et doivent être utilisés dès qu'une situation le nécessite.

Le personnel de l'entreprise doit porter en permanence sur les installations de l'établissement adhérent un vêtement de travail approprié de l'entreprise ainsi que des chaussures de sécurité.

L'établissement concerné ou son représentant se réserve le droit d'interdire l'accès d'un technicien aux installations s'il estime que celui-ci ne respecte pas les règles élémentaires de sécurité.

Information du personnel technique du site :

A l'attention du GHAT, le prestataire devra réaliser une information au déblocage de personnes du personnel technique et/ou du service sécurité des sites sans contrepartie financière.

Cette information se déroulera d'une part : en salle avec projection de diapositives ou vidéos concernant les différents types de technologies, précautions de sécurité.... Et, d'autre part, avec une mise en situation réelle sur différents types de technologie avec manipulations. Une évaluation de compétence sera réalisée sur la durée de l'information par le formateur et sanctionnée par une attestation d'information au déblocage de personnes.

Une liste d'agent à informer sera fournie, l'information pourra être réalisée en 2 ou 3 séances différentes.

Cette information n'est ni qualifiante, ni certifiante.

Au plus tard lors de la première réunion trimestrielle, le prestataire fournit aux représentants des différents établissements concernés, les codes d'accès à la plateforme informatique de consultation des interventions et assure une information des utilisateurs à la consultation et à l'extraction des données.

Choix du personnel intervenant :

Le prestataire se réserve le droit exclusif de désigner le personnel affecté à l'exécution des prestations. Son personnel devra avoir une connaissance et une expérience éprouvée des prestations et installations, objets du présent contrat.

Pour le cas où le prestataire n'est pas en mesure d'assurer ses obligations (appareils spécifiques, télégestion...), il devra sous-traiter la prestation qu'il n'est pas en mesure d'effectuer. La sous-traitance se fera conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant se réserve le droit de refuser l'accès :

- à un établissement s'ils jugent que le comportement du prestataire est de nature à porter atteinte aux mœurs, à la dignité ou à la sécurité des personnes, qu'ils s'agissent des patients, des résidents, du personnel, ou des visiteurs.
- du prestataire aux équipements pour le cas où celui-ci interviendrait illégalement sur les installations (étude de sécurité non valide).

Le personnel du prestataire, intervenant dans les locaux de l'ensemble des établissements composant le GHAT, devra respecter le règlement intérieur de celui-ci, notamment en ce qui concerne les déplacements et les consignes de sécurité en vigueur, et d'une manière générale toutes les contraintes du Site.

Les moyens humains que le prestataire met en place pour exécuter les prestations doivent être définis au stade de la candidature. Le prestataire s'engage sur ces moyens.

Etude de sécurité :

Conformément au Décret 2008-1325 du 15 décembre 2008, le prestataire planifie et réalise à son initiative une étude de sécurité. Cette étude de sécurité est réalisée dans les six semaines suivant la prise en charge de l'équipement par l'entreprise.

Si le PRESTATAIRE « entrant » (signataire du présent contrat) était le prestataire du précédent marché (PRESTATAIRE « sortant »), il réalise une nouvelle étude de sécurité en respectant les dispositions et exigences du décret sus nommé.

L'étude de sécurité spécifique est mise à jour, dans un délai de six semaines, lorsque survient un événement susceptible d'affecter l'évaluation des risques, notamment :

- 1) En cas de transformation importante ;
- 2) A la réception, pour les ascenseurs, du rapport d'inspection du contrôleur technique ;
- 3) Après l'intervention de mesures consécutives au signalement d'une situation de danger grave et imminent dans les conditions de l'article L.4131-1 du code du travail.

L'étude de sécurité comporte toutes les données permettant au chef de l'entreprise intervenante de définir et de mettre en œuvre les mesures de prévention qui s'imposent pour assurer la sécurité et préserver la santé des personnes chargées de l'intervention ou des travaux, à ses frais et risques.

A ce titre elle comporte :

- 1) La description de l'équipement,
- 2) Les conditions d'accès aux différentes parties de l'équipement, et notamment la machinerie,
- 3) Le descriptif des dispositifs d'aide à la manutention,

4) L'évaluation de l'équipement et de son installation au regard de la sécurité des travailleurs chargés des interventions ou des travaux ainsi que des mesures de prévention, y compris les modes opératoires pertinents,

5) L'appréciation de la validité et de l'exhaustivité des documents techniques disponibles.

Une fiche signalétique annexée à l'étude de sécurité spécifique récapitule l'ensemble des risques mis en évidence. Il en est remis une copie au propriétaire de l'appareil.

La fiche signalétique est tenue en permanence à la disposition des travailleurs de l'entreprise intervenante soit dans le local de machinerie de l'ascenseur ou du monte-charge, soit dans un lieu proche, pour les autres équipements.

L'étude de sécurité est affichée bien en vue des intervenants dans un support spécifique transparent.

Une copie est remise au pouvoir adjudicateur ou son représentant, et à l'ensemble des établissements le composant.

Lors de travaux spécifiques (soudage), le personnel du titulaire devra suivre la démarche de sécurité en se rapprochant des représentants du GHAT pour demande de permis de feu et pour connaissance des moyens d'extinction afin de travailler en toute sécurité.

Le titulaire établira un plan de prévention qu'il soumettra à l'approbation du pouvoir adjudicateur. Ce plan sera validé pour toute la durée du marché. Il pourra être modifié à tout instant par les parties, seulement pour amélioration des personnes et des biens

10. RESPONSABILITES DU TITULAIRE

- Les établissements composant le Groupe Hospitalier Artois Ternois assurent un service public. Le bon fonctionnement des ascenseurs est une des conditions du maintien de la sécurité et du respect de ce service. Le prestataire indiquera donc comment il répondra à cette nécessité, y compris dans des cas de grève, de pandémie etc. Un plan de continuité de service sera annexé à l'offre et mis à jour durant tout le contrat.

- Le non-respect de ce plan de continuité de service pourra donner lieu aux pénalités prévues au CCAP

- Le prestataire est informé par le GHAT de la classification de ses différents sites et des conséquences que cela entraîne, notamment en termes de performance attendue, des consignes de sécurité spécifiques à l'établissement, et des consignes d'évacuation en cas d'incendie.

- En cas d'évolution du classement du patrimoine, le PRESTATAIRE avisera le GHAT, sous 15 jours, des conséquences potentielles de ces modifications. Au-delà de ce délai, il en accepte la totalité des contraintes dans le cadre du présent contrat forfaitaire.

- En cas de désorganisation des conditions d'exploitation d'un bâtiment ERP à la suite de la mise à l'arrêt d'un/des ascenseur(s) au-delà de 3 (trois) jours ouvrés ou non, le PRESTATAIRE prendra à sa charge les frais inhérents aux dispositions compensatoires qu'aura dû mettre en place le GHAT, afin d'assurer la continuité du service. Le GHAT pourra avoir recours à une société de portage ou de brancardage par exemple.

- Sur décision express du GHAT, la clause de portage ou brancardage pourra être applicable immédiatement lorsqu'un patient ne peut plus bénéficier de l'assistance médicale nécessaire à la préservation de sa santé. Et/ ou lorsqu'une installation névralgique ou un service logistique ne serait plus accessible, entravant ainsi, le bon fonctionnement des soins ou de l'accueil sécurisé des personnels et du public.

- En cas d'évacuation du bâtiment rendu nécessaire par le dysfonctionnement des ascenseurs (y compris contrôles périodiques en exploitation relevant des anomalies d'entretien), le PRESTATAIRE sera tenu pour responsable et prendra en charge les frais inhérents à ces évacuations et au relogement des personnes.

- En cas de défaillance prolongée au-delà des délais figurant dans le présent contrat, le GHAT peut faire appel soit à l'installateur, soit au fabricant de l'ascenseur soit à tout autre professionnel pour effectuer les réparations et remise en service aux torts et frais exclusifs du PRESTATAIRE.

- Pendant toute la durée d'exécution du présent contrat, le titulaire est responsable des éventuels dommages qui pourraient être causés, soit aux personnes, soit aux biens ou soit à l'installation dont il assure la maintenance.

- Le titulaire prend à sa charge tous les risques de responsabilité civile (accidents, incendie, explosion, etc...) découlant des prestations de maintenance qui lui sont confiées. Il assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés par la carence des installations imputables à la maintenance et se reproduisant même en dehors des interventions.
- Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté initial les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.
- Le titulaire, qui aura dû prévoir toutes les assurances nécessaires, devra réparer les dégâts à ses frais exclusifs.
- Sont exclues de la responsabilité du titulaire, sous réserve de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher. Une intervention perturbatrice étant toute action portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément des installations concernées par le présent marché.
- Le titulaire emploiera des techniciens spécialisés et habilités et respectera les consignes de sécurité en vigueur sur le site. Les personnels intervenants du titulaire sur les différents sites de l'établissement seront porteurs d'une carte professionnelle.
- En plus des formations, précisées ci-dessus, le titulaire fera parvenir un document précisant la liste des techniciens qui sont susceptibles d'intervenir sur le site avec leurs formations actuelles et le plan de formation future.

11. DEROULEMENT DES INTERVENTIONS

11-1. Dispositions particulières en bâtiment occupé

En raison du déroulement des travaux dans un bâtiment hospitalier occupé, le prestataire devra :

- Apporter le moins de perturbations possible dans la vie du bâtiment,
- Étudier un mode opératoire des travaux afin de réduire le délai d'immobilisation et la durée des interventions,
- Prévoir les protections et les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel de l'établissement, des personnes hospitalisées, du public et des intervenants,
- Éviter d'encombrer l'usage des passages de circulation (et conserver, si les lieux le permettent, les largeurs de passage conformes aux réglementations des ERP)
- Évacuer ses gravats et s'assurer en permanence de la propreté du chantier dans le respect des règles d'hygiène de l'hôpital,
- Protéger les ouvrages existants,
- Remettre et tenir à jour un planning détaillé, phase par phase des interventions, de manière à assurer l'information permanente des usagers, du Maître d'ouvrage et, éventuellement, du Maître d'Œuvre sur les travaux en cours et à venir. Toute modification au planning devra faire l'objet d'une note rectificative à l'attention du représentant du GHAT, indiquant les motifs du retard.
- Respecter les horaires de travail préalablement définis avec le responsable technique de l'établissement :
 - ✓ Dans le souci notamment de limiter la gêne occasionnée par le bruit,
 - ✓ Afin d'adapter les contraintes liées aux travaux, aux conditions d'exploitation de l'établissement. A cette fin, les travaux pourront être réalisés en horaires décalés.
- Informer ses employés du devoir de discrétion qui leur incombe et notamment de respecter la charte de l'établissement.
- Respecter les consignes établies par l'Equipe Opérationnelle d'Hygiène

11-2. Qualité du matériel

Toutes les fournitures, matériel, appareillages, etc., seront neufs, de bonne qualité, et seront d'un modèle non personnalisé, non codé, ne nécessitant pas l'emploi d'outillage spécial ou de logiciel spécifique.

Les pièces de rechange ou détachées devront être en vente libre (accessibles pour tout Entrepreneur du secteur "ascenseurs" en France).

Les outillages spécifiques nécessaires à leur mise en œuvre, entretien et exploitation (interfaces de programmation, outils de visualisation de défauts, outils de contrôles de câbles, etc.) seront fixés à demeure en machinerie.

Ils devront être conformes à la réglementation en vigueur au moment de l'exécution des travaux, du point de vue de la fabrication, des caractéristiques, du montage, de la mise en œuvre et de l'emploi.

Les composants de sécurité, conformément aux normes en vigueur, disposeront d'une attestation de type (limiteur, parachute, serrures, amortisseurs, etc.), ou d'un procès-verbal d'essai au feu (porte palière, etc.), en cours de validité, délivrés par un laboratoire agréé.

Tous les éléments de la fourniture du présent marché, susceptibles d'être altérés par des agents atmosphériques ou autres pendant le transport ou le séjour sur le chantier, doivent recevoir un traitement de protection les mettant à l'abri de toute détérioration.

Il appartient au prestataire qui demeure seul responsable des travaux de vérifier et de contrôler l'origine des matériels et appareillages, selon les caractéristiques et les principes de fonctionnement.

L'acceptation d'un matériel par le GHAT ou le cas échéant, par l'Assistant à Maître d'Ouvrage ne pourra avoir pour effet de dégager la responsabilité du PRESTATAIRE.

11-3. Essais et vérification de fonctionnement

Après achèvement complet des travaux pour chaque appareil, il sera procédé aux vérifications et essais conformément aux exigences en vigueur. Ces opérations auront pour but de vérifier si toutes les conditions du marché sont remplies. Elles sont entièrement à la charge du prestataire qui devra également prévoir tout le matériel et la main d'œuvre nécessaires (le matériel restant sa propriété).

Ces essais et vérifications de fonctionnement devront être formalisés avec un PV validant, en outre, les valeurs de réglages qui s'imposent.

11-4. Propreté du chantier

Le prestataire prend à sa charge le nettoyage des ouvrages à réaliser au titre du présent marché de travaux et la gestion des déchets du chantier, conformément aux procédures liées aux règles de Bio-Nettoyage de l'établissement adhérent concerné du GHAT.

Les parties à nettoyer visent les revêtements de sol de la cabine, les portes palières, les cabines d'ascenseur, le local de la machinerie, la gaine.

Les sols, tapis, circulations et escaliers seront à maintenir quotidiennement en bon état de propreté.

Le cheminement de livraison sera convenu entre l'établissement concerné et le prestataire qui procédera, s'il y a lieu, au balisage et à la protection des sols par des matériaux conformes en tenue au feu, en respect aux exigences des ERP et aux règles d'hygiène des hôpitaux. Les livraisons se feront aux horaires convenus avec l'établissement concerné afin de ne pas perturber le fonctionnement de l'établissement et des soins qui y sont prodigués.

Le nettoyage des ouvrages sera effectué chaque jour de travail durant la période d'exécution et les gravats, déchets et emballages divers devront être évacués du chantier de façon continue.

11-5. Sécurité sur le chantier - Hygiène et sécurité

L'attention du prestataire et de ses éventuels sous-traitants est attirée sur le fait que ces travaux sont à effectuer dans un milieu hospitalier aux règles d'hygiène strictes.

La sécurité des intervenants et des usagers doit être particulièrement encadrée.

Le représentant du GHAT aura toute autorité pour faire appliquer les mesures de sécurité préventive tout au long du chantier. Le prestataire devra s'y conformer sans délai.

Tous les intervenants seront équipés d'Equipements de Protection Individuels (EPI) adaptés au chantier de modernisation.

Chaque fois que cela est possible, les Equipements de Protection Collectives seront privilégiés et posés en début de chantier.

Si, lors des visites de chantier, une situation dangereuse était détectée, le chantier sera immédiatement arrêté et ne reprendra qu'à la correction du danger et sa validation par le représentant du GHAT.

Tous les frais supplémentaires ainsi occasionnés seront à la charge exclusive du prestataire.

Le prestataire respectera tous les règlements en vigueur. Il lui appartient de faire appliquer à son personnel et à tous ses sous-traitants les consignes de sécurité et les fiches de contrôle qu'il jugera utile de mettre en œuvre.

Tous les appareils de levage utilisés sur le chantier devront avoir une fiche de vérification à jour. Une copie des fiches sera adressée au représentant du GHAT, avant toute utilisation.

En cas de manquement du prestataire ou de son sous-traitant aux consignes de sécurité, et sans avertissement préalable, le représentant du GHAT pourra résilier de plein droit le contrat du prestataire (travaux et maintenance) sans qu'aucun préjudice ne puisse être réclamé à l'établissement adhérent.

Tout le personnel affecté à la réalisation des travaux doit être en possession d'une habilitation électrique selon le décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 (modifié par décret 95-608) et avoir reçu une information sur le travail en hauteur selon le décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004.

11-6. Amiante

Le GHAT doit communiquer le dossier technique " Amiante "(DTA) à toute personne ou entreprise appelée à intervenir dans le bâtiment et conserver une attestation écrite de cette information.

Conformément aux dispositions de l'Article R1334-28 du code de la Santé Publique. En cas de présence de matériaux amiantés, le prestataire pourra ainsi prendre les mesures de protection individuelles et collectives nécessaires.

Le GHAT a procédé conformément à la réglementation à une recherche des matériaux amiantés dans le cadre d'un document technique amiante. Aucun surcout ne pourrait être demandé par le prestataire en cas de méconnaissance des documents transmis dans la présente consultation.

Les organes ascenseurs suivants sont susceptibles de contenir de l'amiante (liste non exhaustive):

- Garnitures des mâchoires de frein des machines,
- Portes palières automatiques.

Avant tout travaux de ce type, le prestataire devra réaliser, ou faire réaliser un diagnostic amiante avant travaux.

De façon générale et dans un souci de prévention, le prestataire apportera une attention particulière lors de toute opération de remplacement de garnitures de mâchoires de frein. En conséquence, il adaptera sa méthodologie pour permettre la dépose de ces mâchoires conformément à la réglementation.

Le prestataire fournira au cours du chantier l'ensemble des BSDA (Bordereau de Suivi des Déchets Amiantés) relatifs aux matériaux amiantés déposés.

Si, à l'occasion des études préalables, le prestataire identifie la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le dossier technique " Amiante ", il est tenu d'en informer immédiatement le représentant du GHAT.

Le cas échéant, le prestataire détaillera dans le cadre de son offre les mesures prises relatives à ces matériaux et identifiera dans son offre le montant résultant de l'adaptation de sa méthodologie et des éventuels surcoûts liés à la protection de ses intervenants et des usagers.

Si, durant les phases travaux, le prestataire découvre ou suspecte la présence de matériaux amiantés, il est tenu d'en informer le représentant du GHAT, et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement.

Le représentant du GHAT convoquera le prestataire pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

12. OBJECTIFS COMPLEMENTAIRES

Le prestataire sera force de proposition, notamment sur les 3 critères suivants :

- Développement durable,
- Amélioration de l'accessibilité des ascenseurs à toute personne, y compris celles avec handicap,
- Solutions alternatives permettant de réduire significativement les temps d'immobilisation des appareils pendant les travaux de modernisation.

Les "pistes" listées ci-dessous ne sont pas limitatives. Le GHAT souhaite, au-delà de ses obligations réglementaires de mise en conformité des installations, s'inscrire dans une démarche de partenariat avec le prestataire et de service aux usagers. La qualité des propositions du prestataire en fonction de son savoir-faire technique est une attente forte du présent marché.

12-1. Développement durable

Les matériels proposés devront réduire l'impact environnemental comme par exemple :

- Solutions GEARLESS (absence d'huile, rendement machine, réduction des nuisances sonores),
- Mise en veille des manœuvres et coffrets électroniques en cas de non utilisation prolongée,
- Eclairages et signalisation à faible consommation et temporisés,
- Réduction des bruits (Portes, contacteurs, coulisseaux.),
- Récupération de l'énergie habituellement dissipée,
- Amélioration du rendement mécanique de l'ascenseur

12-2. Amélioration de l'accessibilité

Les matériels proposés devront permettre d'améliorer l'accès aux ascenseurs par tous (et même si les contraintes du bâtiment empêchent de respecter strictement la réglementation NF EN81-70, qui n'est pas d'application obligatoire sur ce marché), par exemple :

- Remplacement des portes permettant un passage libre plus large,
- Agrandissement des dimensions intérieures de la cabine,

- Interfaces avec l'utilisateur (synthèse vocale, boîtes à boutons, signalisation...),
- Revêtements compatibles avec les recommandations de l'EN81-70 (allergies)

Ces propositions devront être établies y compris si les bâtiments eux-mêmes ne sont pas accessibles (marches d'accès, unités de passage, dimensions de cabine): l'objectif étant de profiter des présents travaux pour améliorer l'accès et le confort des ascenseurs en attendant les diagnostics et travaux des autres aspects du bâtiment.

12-3. Réduction du temps

Le prestataire proposera des solutions de travaux permettant de réduire significativement la gêne occasionnée par les travaux pour les services et le public; par exemple :

- Réduction du délai global d'immobilisation de chaque appareil,
- Remise en service quotidienne de l'ascenseur (étant entendu que les règles relatives à la sécurité du chantier resteront applicables).

13. REFERENCES

Le soumissionnaire :

- Joindra à son offre un listing avec les références d'installations identiques sur d'autres sites dont il assure la maintenance.
- Présentera un mémoire organisationnel qui reprendra les interrogations dans chaque chapitre du CCTP et CCAP.
- Développera également la méthodologie mise en place pour optimiser les délais d'interventions et assurer la continuité de service.